



**LA RENAISSANCE SANITAIRE**  
**4 rue Georges Picquart**  
**75017 PARIS**

## RÈGLEMENT DE CONSULTATION

### **Marché d'exploitation et de maintenance des installations de chauffage et production d'eau chaude sanitaire de La Renaissance Sanitaire**

Date limite de réception des offres :  
**Vendredi 26 avril 2024 à midi (12h00)**



# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>OBJET DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
1.1	DESCRIPTION DU MARCHÉ	3
<b>2</b>	<b>CONDITION DE LA CONSULTATION</b>	<b>4</b>
2.1	MODE DE PASSATION	4
2.2	ALLOTISSEMENT	4
2.3	SOLUTION DE BASE	4
2.4	VARIANTES ET OPTIONS	4
2.5	COMPLÉMENTS À APPORTER AU DOSSIER	5
2.6	DURÉE ET PRISE D'EFFET	5
2.7	MODIFICATIONS AU DCE	5
2.8	MODALITÉS DE RETRAIT DU DCE	5
2.9	DATE DE REMISE DES OFFRES	6
2.10	DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES	6
2.11	DATE DE VALEUR DES PRIX	6
2.12	ACHATS DE GAZ NATUREL	6
2.13	ACHATS DE FIOUL DOMESTIQUE	6
<b>3</b>	<b>CONTENU DU DCE</b>	<b>7</b>
3.1	OBLIGATIONS RELAVITES AU DCE	7
3.2	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	7
<b>4</b>	<b>PRÉSENTATION DES OFFRES</b>	<b>8</b>
4.1	DOCUMENTS À PRODUIRE	8
4.2	VISITE DES BÂTIMENTS	11
4.3	OBTENTION DE RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	11
<b>5</b>	<b>CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES</b>	<b>12</b>
<b>6</b>	<b>EXAMEN DES CANDIDATURES ET OFFRES</b>	<b>13</b>
6.1	CRITÈRES DE SÉLECTION DES CANDIDATS	13
6.2	INTERDICTION DE SOUMISSIONER	13
6.3	ATTRIBUTION DES MARCHÉS	13
6.4	MISE AU POINT DU MARCHÉ	14
6.5	MODE DE RÈGLEMENT DU CONTRAT	14
6.6	CRITÈRES DE JUGEMENTS DES OFFRES ET RÈGLES D'ATTRIBUTION – LOT 1	14
6.7	CRITÈRES DE JUGEMENTS DES OFFRES ET RÈGLES D'ATTRIBUTION – LOT 2	16
6.8	LUTTE CONTRE LES OFFRES ANORMALEMENT BASSES	18
6.9	TRIBUNAL JUDICIAIRE COMPÉTENT	18

# 1 OBJET DE LA CONSULTATION

## 1.1 DESCRIPTION DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet les fournitures et les prestations nécessaires à l'exploitation des installations de La Renaissance Sanitaire, selon les clauses et conditions précisées dans le présent dossier d'appel d'offres.

Ces prestations seront réalisées conformément aux dispositions administratives et techniques précisées dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) des installations listées en annexe.

### 1.1.1 Hôpital Villiers-Saint-Denis (située à Villiers-Saint-Denis)

Le marché de base de type MTI (Marché – Température – Intéressement) comprend des prestations P1, P2 et P3 :

- P1 : Fourniture et gestion de l'énergie (P1c, P1e)
- P2 : Prestations de services
- P3 : Prestations de travaux obligatoires
- I : intéressement aux économies d'énergie

### 1.1.2 Hôpital La Musse (située à Saint-Sébastien-de-Morsent)

Le marché de base de types PF (Prestation – Forfait), CP (Combustible - Prestation) et MTI (Marché – Température – Intéressement) comprend des prestations P1 et P2 :

- P1 : Fourniture et gestion de l'énergie (P1c, P1e)
- P2 : Prestations de services
- I : intéressement aux économies d'énergie

## 2 CONDITION DE LA CONSULTATION

### 2.1 MODE DE PASSATION

Le marché sera conclu avec un prestataire unique ou un groupement d'entreprises solidaires ou un groupement conjoint avec mandataire, solidaire ou non.

Dans cette seconde hypothèse, le mandataire sera désigné dans la candidature et dans l'offre dudit marché. Un mandataire ne peut représenter plus d'un groupement.

La possibilité n'est pas laissée aux candidats de présenter plusieurs offres, en agissant à la fois comme candidat individuel et comme membre d'un ou plusieurs groupements.

#### Pour information :

Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché. Dans ce cas, le groupement devra constituer un compte spécifique et présenter un relevé d'identité bancaire unique pour l'ensemble de ses membres. Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées.

### 2.2 ALLOTISSEMENT

En tenant compte de l'emplacement des sites mentionnés dans le contrat d'exploitation des installations thermiques, cette consultation inclut un marché divisé en deux lots, structurés comme suit :

- LOT 1 – Hôpital Villiers-Saint-Denis (située à Villiers-Saint-Denis)
- LOT 2 – Hôpital La Musse (située à Saint-Sébastien-de-Morsent)

### 2.3 SOLUTION DE BASE

Le présent appel d'offres comprend une solution de base, d'une durée de **5 ans**.

La solution de base concerne l'exploitation des installations thermiques des bâtiments de La Renaissance Sanitaire dans le cadre du présent marché, comprenant des prestations P1, P2 et P3.

### 2.4 VARIANTES ET OPTIONS

Les variantes sont autorisées, les candidats pourront proposer **une seule variante libre** dans le cadre du marché à condition qu'une proposition conforme au présent marché soit également transmise.

Aucune option n'est prévue au contrat.

## 2.5 COMPLÉMENTS À APPORTER AU DOSSIER

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments aux documents constituant le dossier de consultation. La réponse à l'appel d'offres entraîne obligatoirement l'acceptation pleine et entière de ces documents, sans aucune restriction, ni modification, ni réserve.

En tout état de cause, chaque candidat doit présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation.

## 2.6 DURÉE ET PRISE D'EFFET

Le marché prend effet au **30 juin 2024** (s'il devait y avoir passation entre opérateurs économiques du fait d'un changement de titulaire, la responsabilité du titulaire du précédent marché est engagée jusqu'au 30 juin 2024 à 23h59, la responsabilité du nouveau titulaire aurait une prise d'effet au 1er juillet 2024 à 00h00).

Il est conclu pour une durée de **5 ans**, son échéance est donc fixée au **30 juin 2029**.

Le premier exercice de gestion est du **1er juillet au 31 décembre 2024**.

Les exercices de gestion suivants sont du **1er janvier au 31 décembre pour les années 2025 à 2028**.

Le dernier exercice de gestion est du **1er janvier au 30 juin 2029**.

## 2.7 MODIFICATIONS AU DCE

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard sept (7) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres des modifications au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 2.8 MODALITÉS DE RETRAIT DU DCE

Le Dossier de Consultation des Entreprises est téléchargeable dans son intégralité via le site :

<https://www.larenaissancesanitaire.fr/hopital-la-musse.html>

Le DCE est à récupérer dans l'onglet documentation -> téléchargements.

## Règlement de Consultation

Ce site est libre d'accès. L'accès aux documents de la consultation est gratuit, complet, direct et sans restriction.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par l'adjudicateur, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Zip
- Microsoft Word
- Microsoft Excel
- PDF

## 2.9 DATE DE REMISE DES OFFRES

Les offres devront être déposées **au plus tard le vendredi 26 avril 2024 à midi (12h00)**.

## 2.10 DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à **90 jours** à compter de la date de remise des offres. Passé le délai de **90 jours**, le candidat est libre de ses engagements.

## 2.11 DATE DE VALEUR DES PRIX

La date de valeur des prix est fixée au **1<sup>er</sup> janvier 2024**.

## 2.12 ACHATS DE GAZ NATUREL

Le contrat de fourniture sera souscrit par le TITULAIRE auprès d'un fournisseur gaz en tarif dérégulé. La mécanique d'achat du gaz naturel est définie au C.C.A.P.

## 2.13 ACHATS DE FIOUL DOMESTIQUE

La fourniture de fioul sera réalisée par le MAÎTRE D'OUVRAGE.

## 3 CONTENU DU DCE

### 3.1 OBLIGATIONS RELATIVES AU DCE

Les candidats devront impérativement répondre aux documents du dossier de consultation. Dans le cas où les candidats auraient des observations à formuler sur certaines pièces du dossier, ils devront en aviser le MAÎTRE D'OUVRAGE et indiquer, en annexe à leur proposition, les incidences de leurs remarques sur l'ensemble du projet.

Les candidats doivent impérativement remplir l'Acte d'Engagement et ses annexes de prix joints au présent dossier de consultation.

Toute offre non conforme pourra être refusée et retournée.

### 3.2 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Aucune demande d'envoi du DCE sur support papier ou support physique électronique n'est autorisée. Le DCE contiendra les pièces suivantes :

- Un Règlement de consultation
- Un Acte d'Engagement et ses annexes
- Un Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes
- Un Cahier des Clauses Administratives Particulières
- Un Certificat de Visite

Le candidat doit vérifier que l'intégralité des pièces précitées dans le présent Règlement de la Consultation sont intégrées dans le DCE.

À ce titre, le candidat est invité à envoyer un mail aux contacts ci-dessous afin de s'identifier et indiquer notamment une adresse de courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions, rectifications ou réponses aux éventuelles questions de candidats. Seuls les candidats qui se seront identifiés pourront en effet être informés directement par mail.

Contact AMO : [tgiordano@manergy.fr](mailto:tgiordano@manergy.fr) et [nneto@manergy.fr](mailto:nneto@manergy.fr)

**La responsabilité du maître d'ouvrage ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure. Les envois sont acheminés sous la seule responsabilité des candidats.**



## 4 PRÉSENTATION DES OFFRES

Les candidatures et offres remises par les candidats seront entièrement rédigées en langue française. Il est rappelé que le signataire doit être habilité à engager l'entreprise. En cas de groupement, les candidatures et les offres sont signées soit par l'ensemble des entreprises groupées soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises au stade de la passation du marché.

### 4.1 DOCUMENTS À PRODUIRE

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes datées et signées par eux :

Libellés	Signature
Le formulaire DC1, dûment complété	Non
Le formulaire DC2, dûment complété	Non
<i>Ces formulaires sont à télécharger sur le site du ministère de l'Économie et des Finances : <a href="https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat">https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat</a></i>	
Pièces et renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise : <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner ;</li> <li>➤ Attestation respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail.</li> </ul>	Oui
Assurance - Les candidats devront posséder et justifier au minimum des attestations d'assurance suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Responsabilité Civile d'Exploitation</li> <li>➤ Responsabilité Civile Après Livraison – Travaux – Professionnelle</li> <li>➤ Responsabilité Décennale Obligatoire</li> </ul>	Non
Extrait K Bis de moins de 6 mois	Non
Relevé d'Identité Bancaire (RIB)	Non
Documents relatifs au pouvoir de la personne habilitée pour engager le candidat	Oui
Attestations fiscales et sociales (à remettre une fois l'attributaire choisit)	Non
Référence récentes (cinq dernières années) ou certificats de capacités dans le domaine concerné ou ouvrage analogues pour des prestations identiques	Non
Qualification professionnelle : Les candidats devront posséder au minimum la qualification QUALIBAT 5274 ou une qualification équivalente ; les candidats ne disposant pas de qualification devront apporter la preuve de leur capacité à exécuter la prestation selon le niveau de compétence demandée par le biais de la qualification	Non



## Règlement de Consultation

<p>Mémoire de présentation de l'entreprise comprenant notamment les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Présentation, structure et organisation de l'entreprise : <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Organigramme général</li> <li>➤ Moyens dont l'entreprise dispose en personnel et en matériel (structure permanente, service d'astreinte, etc.)</li> </ul> </li> <li>- Garanties apportées par l'entreprise : <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Dispositions générales en matière de formation</li> <li>➤ Politique en matière de management de la qualité</li> <li>➤ Politique environnementale (savoir-faire, performances en matière de protection de l'environnement, etc.)</li> </ul> </li> </ul>	Non
--	-----

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le MAÎTRE D'OUVRAGE.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

### Pièces de l'offre à fournir :

Libellées	Signature
<b>L'Acte d'Engagement (AE)</b> , dûment complété dans son intégralité et non modifié. En cas de groupement, les pouvoirs des cotraitants sont fournis.	Non
La décomposition du prix global et forfaitaire ( <b>DPGF</b> ) en format <b>Excel et PDF</b> . Le candidat ajoute le nom de sa société dans le nom de chaque fichier remis.	Non
<p><b>Un mémoire technique</b> des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution de cette prestation, présentant <b>maximum 60 pages A4 numérotées, y compris les annexes hors devis :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Gestion de l'énergie : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Évaluation de la consommation théorique d'énergie des bâtiments de La Renaissance Sanitaire, méthode de calcul, explication, cohérence.</li> <li>○ La synthèse des mesures énergétiques prises afin de respecter les engagements de rendements des chaudières comme définies dans l'acte d'engagement.</li> <li>○ Moyens mis à disposition par le candidat pour le contrôle énergétique (procédures, moyens humains, systèmes et outils dédiés...), le maintien des températures intérieures, les relevés de consommations et leurs facteurs d'influence, et le reporting au</li> </ul> </li> </ul>	Non

## Règlement de Consultation

<p>Maître d'Ouvrage des éléments de consommations, pour analyse par le Maître d'Ouvrage et/ou son Conseil.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Gestion et suivi de la performance énergétique et moyens mis en œuvre pour en cas de dérives de consommations, le cas échéant.</li> <li>• Moyens humains et matériels affectés au suivi du Client et du contrat : L'Entreprise détaille l'organisation des moyens humains dédiés à la réalisation des prestations du présent marché d'exploitation :             <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Équipe prenant en charge le contrat, et organisation de ces moyens humains pour réaliser les prestations prévues : agence de rattachement, composition du secteur de rattachement (<b>nombre d'intervenants, nombre d'heures prévues, cohérence du nombre d'heures prévues avec le budget de maintenance</b>, encadrement, entreprises sous-traitantes, gestion du marché en cas d'absence du technicien référent, périmètre d'intervention, astreintes...),</li> <li>○ Moyens matériels mis à disposition pour la réalisation des prestations (outils de gestion pour la planification des interventions, système de traitement des événements aléatoires et reports prévus pour l'information du Maître d'Ouvrage),</li> <li>○ Les délais d'intervention par prestation sur lesquels s'engage l'entreprise et les moyens qu'elle met en œuvre pour garantir ces délais.</li> <li>○ Les gammes de maintenance par équipement et les fréquences associées</li> </ul> </li> <li>• Son engagement dans les travaux obligatoires (P3) :             <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Présentation et description des travaux obligatoires – Transmission des devis,</li> <li>○ Le montant des éventuels des CEE générés par la réalisation de travaux : ce montant constitue un engagement du candidat ; la valorisation des CEE devra être incluse dans son offre financière</li> </ul> </li> <li>• <b>Les actions que l'entreprise prévoit dans le cadre du présent contrat en termes de protection de l'environnement, de qualité et sécurité :</b> présentation des engagements de l'entreprise dans le cadre de l'exécution des prestations objets du marché : traitement des déchets générés dans le cadre de l'exploitation, dispositions concernant la sécurité en fonction des installations concernées, autres dispositions spécifiques...</li> </ul>	
<p><b>La déclaration de sous-traitance, le cas échéant</b></p>	<p>Oui</p>
<p><b>Le certificat de visite des sites</b></p>	<p>Oui</p>

L'absence des pièces mentionnées ci-avant entraînera le rejet de l'offre.

## 4.2 VISITE DES BÂTIMENTS

La visite des installations a un caractère obligatoire dans le cadre de la présente consultation. **Les offres des candidats qui n'auront pas effectué ces visites seront éliminées.** Les visites auront lieu sur 2 demi-journées obligatoires aux dates suivantes :

**Vendredi 29 mars 2024 : LOT 1 – Hôpital Villiers-Saint-Denis**

**Mercredi 27 mars 2024 : LOT 2 – Hôpital La Musse**

Les candidats doivent confirmer leur présence par e-mail auprès de La Renaissance Sanitaire, de l'hôpital et de l'AMO.

**Contact La Renaissance Sanitaire :** [catherine.toublanc@lrs-fondation.net](mailto:catherine.toublanc@lrs-fondation.net)

**Contact Hôpital Villiers-Saint-Denis :** [aurelien.trouillot@hlrs-villiers.net](mailto:aurelien.trouillot@hlrs-villiers.net)

**Contact Hôpital La Musse :** [m.scolot@hlrs-lamusse.net](mailto:m.scolot@hlrs-lamusse.net)

**Contact AMO :** [tgiordano@manergy.fr](mailto:tgiordano@manergy.fr) et [nneto@mangergy.fr](mailto:nneto@mangergy.fr)

Pour le LOT 1, le rendez-vous est donné à 9h00 à l'hôpital Villiers-Saint-Denis, situé au 1 Rue Victor et Louise Monfort à Villiers-Saint-Denis pour l'ensemble des candidats.

Pour le LOT 2, le rendez-vous est donné à 9h00 à l'hôpital La Musse, situé à Saint-Sébastien de Morsent pour l'ensemble des candidats.

La visite a pour objectif d'examiner les installations existantes et d'appréhender les difficultés d'exécution et d'accès. Cette visite doit permettre aux candidats d'avoir une parfaite connaissance des sites.

En fin de visite, les candidats devront faire compléter le certificat de visite contenu dans le DCE. Ce document sera à joindre obligatoirement à l'offre.

## 4.3 OBTENTION DE RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir **10 jours calendaires avant la date limite de remise des offres**, une demande écrite par mail aux contacts ci-dessus.

Une réponse sera adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, **5 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres**. Les documents complémentaires au cahier des charges sont communiqués aux concurrents sur site de publication du DCE.

## 5 CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES

Le MAÎTRE D'OUVRAGE impose la transmission des offres par voie électronique à :

[catherine.toublanc@lrs-fondation.net](mailto:catherine.toublanc@lrs-fondation.net), [tgiordano@manergy.fr](mailto:tgiordano@manergy.fr) et [nneto@mangergy.fr](mailto:nneto@mangergy.fr)  
et dans les conditions techniques et procédurales figurant ci-dessous.

La remise des plis sous la forme papier ou d'un support physique électronique n'est pas autorisée. Les candidats transmettront leurs offres impérativement, avant la date et heure limite de remise des offres indiquée en page de garde du présent Règlement de la Consultation. Les propositions doivent être transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature du candidat selon les exigences posées aux articles 1316 à 1316-4 du Code civil. **Les réponses arrivées hors délai ou non adressées dans les formes prescrites ne seront pas ouvertes donc pas examinées.** Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

**Virus :** Les offres transmises par voie électronique et dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté par le MAÎTRE D'OUVRAGE ne font pas l'objet d'une réparation par le MAÎTRE D'OUVRAGE. Le MAÎTRE D'OUVRAGE conserve la trace de la malveillance du programme.

Un document électronique relatif à une offre qui n'a pas fait l'objet de réparation est réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat concerné en est informé.

**Copie de sauvegarde :** Les candidats pourront faire un envoi sur support papier en précisant "copie de sauvegarde" sous format papier, CD-ROM ou clé USB. Cette copie ne peut être prise en considération que si elle est parvenue au MAÎTRE D'OUVRAGE dans le délai prescrit pour le dépôt des offres. Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli comportant la mention lisible : **"copie de sauvegarde"**.

Cette copie de sauvegarde devra être placée dans un pli scellé pour garantir la confidentialité et transmise à La Renaissance Sanitaire. L'enveloppe sera adressée à :

**La Renaissance Sanitaire**  
**4 rue Georges Picquart**  
**75 017 PARIS**

et portera en outre la mention suivante :

**COPIE DE SAUVEGARDE**  
**« APPEL D'OFFRES – MARCHE D'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS THERMIQUES »**  
**« NE PAS OUVRIR »**

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par le MAÎTRE D'OUVRAGE.

**Il convient de rappeler que la remise d'une copie de sauvegarde ne vaut pas remise de l'offre si aucune offre n'a été transmise par voie électronique sur la plateforme de dématérialisation avant l'heure et la date limite de remise.**

## 6 EXAMEN DES CANDIDATURES ET OFFRES

### 6.1 CRITÈRES DE SÉLECTION DES CANDIDATS

#### Délais de réception

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limite indiquée dans l'avis de marché et dans le présent règlement de la consultation. Les candidatures et les offres reçues hors délais sont éliminées.

#### Sélection des candidatures

Le MAÎTRE D'OUVRAGE qui constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature.

Le MAÎTRE D'OUVRAGE vérifie que les candidats disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaire à l'exécution du marché.

Le MAÎTRE D'OUVRAGE éliminera les candidatures qui sont déclarés irrecevables.

### 6.2 INTERDICTION DE SOUMISSIONNER

Lorsqu'un soumissionnaire est en situation d'interdiction de soumissionner obligatoire, apparue au stade de la remise des offres ou en cours de procédure de passation, il est automatiquement exclu de la procédure. Lorsqu'un soumissionnaire est en situation d'interdiction de soumissionner facultative, apparue au stade de la remise des offres ou en cours de procédure de passation, il est invité, par l'acheteur, à établir, par tout moyen, que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

A défaut, il est exclu de la procédure de passation. L'acheteur fixe, dans sa demande de justification, le délai imparti pour la réponse du soumissionnaire. Le soumissionnaire informe, sans délai, l'acheteur de ce changement de situation.

### 6.3 ATTRIBUTION DES MARCHÉS

Le jugement des offres donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

## 6.4 MISE AU POINT DU MARCHÉ

Le MAÎTRE D'OUVRAGE peut, en accord avec le candidat retenu, procéder à une mise au point des composantes du marché sans que ces modifications ne puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles de l'offre ni le classement des offres.

## 6.5 MODE DE RÈGLEMENT DU CONTRAT

L'unité monétaire de règlement de la présente consultation est l'euro.

Pour le mode de règlement, voir l'article « Mode et délai de règlement » du CCAP joint à la présente consultation.

## 6.6 CRITÈRES DE JUGEMENTS DES OFFRES ET RÈGLES D'ATTRIBUTION – LOT 1

Le présent marché sera attribué à l'opérateur économique présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés ci-dessous.

Le choix et le classement des offres sont effectués selon les modalités définies ci-après :

- **Critère prix (40%)**

Le jugement des offres sera effectué selon les critères suivants :

Le prix global annuel P1+P2 +P3 indiqué par chacun des candidats à l'Acte d'Engagement (40 pts)

Les dépenses annuelles prévisionnelles sont calculées de la façon suivante :

Critère	Description
Montant total prévisionnel P1	Prix annuel des prestations P1, fixé dans le tableau récapitulatif annuel en annexe de l'Acte d'Engagement
Montant total prévisionnel P2	Prix annuel des prestations P2, fixé dans le tableau récapitulatif annuel en annexe de l'Acte d'Engagement
Montant total prévisionnel P3	Prix annuel des prestations P3, fixé dans le tableau récapitulatif annuel en annexe de l'Acte d'Engagement Ce montant comprend les travaux obligatoires définis (CEE générés par ces travaux déduits)

$$\text{Note attribuée au candidat} = 40 \times \frac{\text{Prix global annuel P1 + P2+ P3 le plus bas}}{\text{Prix global annuel des prestations proposé par le candidat}}$$

## Règlement de Consultation

- **Critère technique** : l'Analyse du « Mémoire technique » et de la valeur technique de l'offre (60%)

Les points du critère technique sont attribués selon une valeur croissante de mérite, après pondération, en fonction de la pertinence des éléments remis dans l'offre.

Sur chaque critère ou sous-critère, l'appréciation qui se fera sur les éléments fournis et détaillés dans le Mémoire, respectera les appréciations suivantes :

Pondération des critères techniques	Coefficient
<b>Gestion de l'énergie jugée sur :</b>	<b>30</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Évaluation de la consommation théorique d'énergie des bâtiments, méthode de calcul, explication, cohérence.</li> </ul>	12
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les mesures énergétiques prises afin de respecter les engagements de rendements des chaudières gaz comme définies dans l'acte d'engagement.</li> </ul>	5
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Moyens mis à disposition par le candidat pour le contrôle énergétique, le maintien des températures intérieures, les relevés mensuels de consommations et le reporting au Maître d'Ouvrage des éléments de consommations, pour analyse par le Maître d'Ouvrage et/ou son Conseil.</li> </ul>	8
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gestion et suivi de la performance énergétique et moyens mis en œuvre pour en cas de dérives de consommations, le cas échéant.</li> </ul>	5
<b>Moyens humains et matériels :</b>	<b>38</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Équipe prenant en charge le contrat, et organisation de ces moyens humains pour réaliser les prestations prévues : agence de rattachement, composition du secteur de rattachement (<b>nombre d'intervenants, nombre d'heures prévues, cohérence du nombre d'heures prévues avec le budget P2</b>, encadrement, entreprises sous-traitantes, gestion du marché en cas d'absence du technicien référent, périmètre d'intervention),</li> </ul>	20
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Moyens matériels mis à disposition pour la réalisation des prestations (outils de gestion pour la planification des interventions, système de traitement des événements aléatoires et reports prévus pour l'information du Maître d'Ouvrage),</li> </ul>	8
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les délais d'intervention par prestation sur lesquels s'engage l'entreprise</li> </ul>	10
<b>Engagement dans les travaux obligatoires :</b>	<b>13</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Présentation et description des travaux obligatoires – Transmission des devis,</li> </ul>	10
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le montant des éventuels des CEE générés par la réalisation de travaux : ce montant constitue un engagement du candidat ; la valorisation des CEE devra être incluse dans son offre financière.</li> </ul>	3



<b>Actions dans le cadre de la protection de l'environnement, de la qualité et de la sécurité</b>	<b>7</b>
<b>Cohérence entre l'offre technique et l'offre financière</b>	<b>12</b>

$$\text{Note attribuée au candidat} = 60 \times \frac{\text{Note globale obtenue par le candidat}}{\text{Note maximale pouvant être obtenue}}$$

**Le mémoire technique et ses annexes hors devis devront être présentés suivant l'ordre des points à aborder ci-dessus et fera 60 pages maximum, tout dépassement sera sanctionné de la manière suivante :**

- Perte d'un demi-point (0,5 point) pour un dépassement compris entre 1 et 5 pages ;
- Perte d'un point (1 point) pour un dépassement compris entre 6 et 10 pages ;
- Perte d'un point et demi (1,5 point) pour un dépassement compris entre 11 et 15 pages ;
- Ce malus sera plafonné à 12 points.

L'entreprise retenue est celle qui obtient la note la plus élevée.

## 6.7 CRITÈRES DE JUGEMENTS DES OFFRES ET RÈGLES D'ATTRIBUTION – LOT 2

Le présent marché sera attribué à l'opérateur économique présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés ci-dessous.

Le choix et le classement des offres sont effectués selon les modalités définies ci-après :

- **Critère prix (40%)**

Le jugement des offres sera effectué selon les critères suivants :

Le prix global annuel P1+P2 indiqué par chacun des candidats à l'Acte d'Engagement (40 pts)

Les dépenses annuelles prévisionnelles sont calculées de la façon suivante :

Critère	Description
Montant total prévisionnel P1	Prix annuel des prestations P1, fixé dans le tableau récapitulatif annuel en annexe de l'Acte d'Engagement
Montant total prévisionnel P2	Prix annuel des prestations P2, fixé dans le tableau récapitulatif annuel en annexe de l'Acte d'Engagement

$$\text{Note attribuée au candidat} = 40 \times \frac{\text{Prix global annuel P1 + P2 le plus bas}}{\text{Prix global annuel des prestations proposé par le candidat}}$$

## Règlement de Consultation

- **Critère technique** : l'Analyse du « Mémoire technique » et de la valeur technique de l'offre (60%)

Les points du critère technique sont attribués selon une valeur croissante de mérite, après pondération, en fonction de la pertinence des éléments remis dans l'offre.

Sur chaque critère ou sous-critère, l'appréciation qui se fera sur les éléments fournis et détaillés dans le Mémoire, respectera les appréciations suivantes :

Pondération des critères techniques	Coefficient
<b>Gestion de l'énergie jugée sur :</b>	<b>30</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Évaluation de la consommation théorique d'énergie des bâtiments, méthode de calcul, explication, cohérence.</li> </ul>	12
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les mesures énergétiques prises afin de respecter les engagements de rendements des chaudières gaz comme définies dans l'acte d'engagement.</li> </ul>	5
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Moyens mis à disposition par le candidat pour le contrôle énergétique, le maintien des températures intérieures, les relevés mensuels de consommations et le reporting au Maître d'Ouvrage des éléments de consommations, pour analyse par le Maître d'Ouvrage et/ou son Conseil.</li> </ul>	8
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gestion et suivi de la performance énergétique et moyens mis en œuvre pour en cas de dérives de consommations, le cas échéant.</li> </ul>	5
<b>Moyens humains et matériels :</b>	<b>40</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Équipe prenant en charge le contrat, et organisation de ces moyens humains pour réaliser les prestations prévues : agence de rattachement, composition du secteur de rattachement (<b>nombre d'intervenants, nombre d'heures prévues, cohérence du nombre d'heures prévues avec le budget P2</b>, encadrement, entreprises sous-traitantes, gestion du marché en cas d'absence du technicien référent, périmètre d'intervention),</li> </ul>	20
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Moyens matériels mis à disposition pour la réalisation des prestations (outils de gestion pour la planification des interventions, système de traitement des événements aléatoires et reports prévus pour l'information du Maître d'Ouvrage),</li> </ul>	8
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les délais d'intervention par prestation sur lesquels s'engage l'entreprise</li> </ul>	12
<b>Actions dans le cadre de la protection de l'environnement, de la qualité et de la sécurité</b>	<b>12</b>
<b>Cohérence entre l'offre technique et l'offre financière</b>	<b>18</b>

$$\text{Note attribuée au candidat} = 60 \times \frac{\text{Note globale obtenue par le candidat}}{\text{Note maximale pouvant être obtenue}}$$

**Le mémoire technique et ses annexes hors devis devront être présentés suivant l'ordre des points à aborder ci-dessus et fera 60 pages maximum, tout dépassement sera sanctionné de la manière suivante :**

- Perte d'un demi-point (0,5 point) pour un dépassement compris entre 1 et 5 pages ;
- Perte d'un point (1 point) pour un dépassement compris entre 6 et 10 pages ;
- Perte d'un point et demi (1,5 point) pour un dépassement compris entre 11 et 15 pages ;
- Ce malus sera plafonné à 12 points.

**L'entreprise retenue est celle qui obtient la note la plus élevée.**

## **6.8 LUTTE CONTRE LES OFFRES ANORMALEMENT BASSES**

Pour la détection et l'examen des offres dont le prix semble anormalement bas, il sera mis en place une procédure.

## **6.9 TRIBUNAL JUDICIAIRE COMPÉTENT**

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal judiciaire.